Assemblées citoyennes en Nouvelle-Zélande

Partage international nº 443 – Juillet 2025

Les assemblées citoyennes remontent à l'Ecclésia, l'assemblée générale de la Grèce antique, créée il y a plus de 2 500 ans. Plus récemment, elles ont été utilisées pour aborder des sujets sensibles et polarisants en Europe, aux Etats-Unis, au Canada, en Australie et en Suède (cf. *Partage international*, juin 2024).

Egalement connues sous le nom de « démocratie délibérative », ces assemblées consistent à sélectionner un groupe diversifié de personnes et à leur fournir des informations sur une question locale, ainsi que l'accès à des experts.

La démocratie délibérative peut se révéler très efficace. En augmentant l'engagement communautaire, elle renforce la confiance envers les institutions politiques et permet de prendre en compte une large gamme de problématiques et de points de vue.

Un exemple emblématique est celui de l'Assemblée citoyenne irlandaise de 2016, dont les recommandations ont conduit au référendum de 2018 sur l'avortement, mettant fin à une impasse politique qui durait depuis dix ans.

Des facteurs tels que l'âge, le statut socio-économique, le niveau d'éducation, ainsi que les origines religieuses et ethniques, sont généralement pris en compte dans le processus de sélection, afin que le groupe d'au moins 30 personnes soit représentatif de la population locale. Le groupe débat et délibère jusqu'à parvenir à un consensus, puis présente ses recommandations.

Auckland : L'avenir de l'eau potable

La première assemblée citoyenne néo-zélandaise s'est tenue en 2022, lorsque 40 habitants d'Auckland se sont réunis durant cinq week-ends afin de décider comment garantir l'approvisionnement en eau potable de la plus grande ville du pays pour les vingt années suivantes. Les membres de l'assemblée avaient été sélectionnés parmi les personnes ayant répondu à 12 000 invitations envoyées de manière aléatoire par e-mail et courrier.

Chris Allen, responsable de la planification stratégique du fournisseur d'eau d'Auckland, Watercare, a avoué avoir été initialement sceptique. Il ne voyait pas comment des citoyens ordinaires pourraient comprendre en si peu de temps les subtilités d'une problématique sur laquelle il travaillait depuis plus de vingt ans – et proposer une solution réaliste.

Après avoir observé le processus, il a déclaré : *« C'était incroyable de voir à quelle vitesse ils sont passés d'une compréhension quasi nulle à des discussions sur des concepts complexes, tout en se sentant parfaitement à l'aise pour échanger entre eux et avec les experts. »*

Matheson Russell, maître de conférences en philosophie sociale et politique à l'Université d'Auckland, et spécialiste des nouveaux modèles de gouvernance citoyenne, estime que, quel que soit leur niveau d'éducation, les citoyens peuvent être tout à fait capables de prendre des décisions complexes si on leur en donne la possibilité : *« Lorsqu'on nous demande de voter lors d'un référendum ou d'une élection*, explique-t-il, *nous n'avons pas toujours les ressources nécessaires pour prendre une décision éclairée. […] Et puis, tout le monde sait que trois millions d'autres personnes votent aussi, donc que notre voix a peu de poids. Mais quand on participe à une assemblée citoyenne […], on sait que sa contribution compte, et on a le temps, l'espace et les moyens de travailler correctement. »*

A la suite de cette assemblée de 2022, Watercare a très vite lancé une usine pilote de production d'eau potable à partir d'eaux usées recyclées, conformément à l'option privilégiée par l'assemblée.

Porirua : résilience face au changement climatique

Début 2025, une assemblée citoyenne s'est tenue à Porirua (près de la capitale Wellington), afin de réfléchir aux moyens de se préparer au changement climatique et de réparer les dommages causés à l'environnement local. Contrairement aux formats habituels, cette assemblée réunissait 100 habitants

de Porirua, répartis en deux chambres – l'une composée de 50 représentants des peuples autochtones Maoris (qui ont des droits historiques et territoriaux sur la terre), l'autre de 50 représentants du reste de la communauté.

Un panel d'experts et d'universitaires a présenté des informations sur des sujets tels que les sciences du climat, les savoirs autochtones et la cartographie des risques. Ensuite, les membres se sont répartis en petits groupes pour faciliter l'expression de chacun.

Au début, les échanges visaient principalement à mieux comprendre les perspectives de chacun. Au fil du temps, les discussions se sont recentrées, passant des idées générales à des recommandations concrètes.

A l'issue de l'assemblée, une douzaine de recommandations ont été soumises au conseil municipal. Parmi elles : encourager la plantation de variétés locales d'arbres, réserver deux sièges pour des jeunes au conseil municipal de Porirua, et créer un programme de soutien à la résilience des *marae*[1].

Helmut Modlik, directeur d'une revue destinée aux jeunes Maoris et co-organisateur de l'assemblée de Porirua, s'est dit séduit par ce modèle qu'il considère comme une meilleure alternative à la démocratie locale et nationale, décrivant l'assemblée citoyenne comme « explicitement délibérative », contrairement à la nature conflictuelle des gouvernements.

Il a souligné : *« Ce fut un moment fort de voir les jeunes Maoris saisir avec tant de passion cette occasion de faire entendre leur voix. […] L'assemblée a été une réussite exceptionnelle. Elle a dynamisé notre communauté et capté son imagination. Elle nous a permis de comprendre que nous pouvions reprendre davantage le contrôle de notre destinée collective. »*

1. Le *marae* est un lieu de rassemblement, point central de la communauté maorie locale.

Nouvelle Zélande
Sources : newsroom.co.nz ; nzherald.co.nz
Thématiques : Société
Rubrique : Divers